

# ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### ***L'acheteur***

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF)

### ***Représentant de l'acheteur***

Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris (Arrêté n°IDF-2023-04-19-0003 du 19 avril 2023)

### ***Objet du marché***

Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande relatif à la réalisation d'études acoustiques sur le réseau routier national d'Île-de-France

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

Pages

### Table des matières

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Lieu d'exécution des prestations.....	4
1-3. Contenu des prestations.....	5
1-4. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-5. Point de départ du délai d'exécution .....	7
1-6. Passation des commandes .....	8
1-7. Devis préliminaires .....	9
1-8. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	9
1-9. Dispositions générales .....	10
1-10. Ordres de service.....	13
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES ....</b>	<b>14</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes .....	14
3-3. Variation dans les prix.....	16
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	17
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>18</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution .....	18
4-2. Délais intermédiaires.....	18
4-3. Pénalités pour retard d'exécution .....	19
4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	20
4-5. Primes pour réalisation anticipée des prestations .....	21
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>21</b>
5-1. Retenue de garantie .....	21
5-2. Avances .....	21
<b>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>22</b>
6-1. Utilisation des résultats et cession des droits.....	22

6-2. Droits de reproduction et de représentation .....	23
6-3. Confidentialité .....	23
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>23</b>
7-1. Conditions d'exécution .....	23
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité .....	24
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES .....</b>	<b>24</b>
8-1. Admission .....	24
8-2. Garantie des prestations.....	26
<b>ARTICLE 9. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION .....</b>	<b>26</b>
9-1. Clause de non-exclusivité .....	26
9-2. Résiliation du marché du fait de la MOA.....	26
9-3. Résiliation du marché aux torts du titulaire du marché ou cas particulier	26
9-4. Achèvement de la mission .....	27
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION .....</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>27</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document, les termes "admissions" et "admises" sont substitués à ceux de "réceptions" et de "reçues" utilisés dans le CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI).*

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1-1. Objet du marché

Le périmètre des prestations du marché concerne la réalisation d'études acoustiques nécessaires aux opérations de la DiRIF sur le Réseau Routier National (RRN) sur l'ensemble des départements de la région d'Île-de-France (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et sur le territoire du 60 sous gestion DiRIF).

Les études acoustiques sont commandées en vue de répondre aux objectifs suivants du maître d'ouvrage (MOA) :

- Localiser et lutter contre les Points Noirs de Bruit (PNB) ;
- Accompagner les opérations d'investissement sur le réseau routier national ;
- Donner suite à des plaintes déposées ;
- Evaluer les incidences d'une opération dans des cas ponctuels (par exemple, l'impact d'un chantier sur l'environnement acoustique).

Les prestations permettront de fournir des diagnostics précis, de cartographier les zones les plus critiques en termes de pollution sonore et de guider les investissements sur le réseau routier national d'Île-de-France.

Ces prestations concernent des études acoustiques. Pour toute étude dont l'objet serait autre qu'une étude acoustique l'acheteur pourra faire appel à un autre prestataire dans le cadre d'un autre marché.

### 1-2. Lieu d'exécution des prestations

Les études acoustiques sont réalisées à proximité du RRN en Île-de-France, et prennent en considération l'environnement sonore lié à d'autres sources. Ainsi, le périmètre de la zone d'étude peut être situé (liste non exhaustive) :

- A proximité d'une route, départementale, autoroute... ;
- A proximité d'un ouvrage d'art, d'un tunnel ;
- Sur des zones variées telles que les :
  - Zones rurales ;
  - Zones d'habitations à typologies, densités et taux d'occupation variées (pavillonnaire, résidentiel urbain...) ;
  - Zones d'activités commerciales ;
  - Zones industrielles ;

- Etablissement d'enseignement, établissement sanitaire, établissement médico-social social ;
- Zones de loisirs... ;
- Sur des zones à topographie variée : présence d'arbres, de lacs, de relief... ;
- Sur des zones présentant des obstacles : obstacles naturels, écrans, merlons, bâtiments existants, etc. ;
- Sur des zones de chantier.

Les études pourront être réalisées sur des périodes diverses : jour / nuit, vacances scolaires / hors vacances scolaires, semaine / week-end... ;

### **1-3. Contenu des prestations**

Le contenu technique des éléments à produire par le titulaire du marché est détaillé dans le CCTP du présent marché. Le marché prévoit les prestations suivantes :

- **Prestation : Recueil de données et mesures**
  - Sous-Prestation : Recueil de données sur la zone d'étude
  - Sous-Prestation : Analyse des protections phoniques existantes sans mesures
  - Sous-Prestation : Réalisation de mesures de performance acoustique d'un mur
  - Sous-Prestation : Réalisation de mesures de niveaux de bruit sur la zone d'étude
  - Sous-Prestation : Réalisation de mesures de bruit de chaussée
  - Sous-Prestation : Réalisation de mesures de bruit de chantier
  - Sous-Prestation : Caractérisation des voiries et du trafic
  - Sous-Prestation : Diagnostic acoustique d'un logement avant travaux éventuels
  - Sous-Prestation : Diagnostic acoustique d'un logement après travaux
- **Prestation : Calage du modèle**
- **Prestation : Simulations et analyses**
  - Sous-Prestation : Simulation de la situation de référence
  - Sous-Prestation : Simulation de solutions adaptées de traitement acoustique
  - Sous-Prestation : Simulation avec modifications de paramètres mineurs
  - Sous-Prestation : Simulation dans le cas de voies nouvelles ou de modifications lourdes de l'infrastructure
  - Sous-Prestation : Recherche des Zones de Bruit Critique (ZBC) et des Points Noirs Bruit (PNB)
  - Sous-Prestation : Simulation des niveaux acoustiques des chantiers
- **Prestation : Conseil et assistance**
  - Sous-Prestation : Conseil et assistance pour le suivi acoustique
  - Sous-Prestation : Conseil et assistance pour la limitation du bruit de chantier
  - Sous-Prestation : Avis sur dossier

Les prestations seront livrées à l'adresse suivante :

***DRIEAT-IF / Direction des Routes d'Ile-de-France  
Service de Modernisation du Réseau***

**Département des Etudes Générales et des Voies Réservées (DEGVR)**  
**21-23 Rue Miollis, 75015 PARIS**

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## **1-4. Intervenants et forme des notifications**

### **1-4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

Le marché est passé pour l'ensemble des services de la DiRIF.

Pour les besoins de l'exécution du marché, le chef de service, les chefs de département et responsables d'opérations sont habilités à représenter l'acheteur auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 27 du CCAG) ;
- d) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- e) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- f) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- g) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- h) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 26 du CCAG).

### **1-4.2. Contrôles extérieurs**

Comme indiqué dans le CCTP, le maître d'ouvrage soumettra certains des documents produits par le titulaire à un contrôle extérieur. Les différents éléments produits par le titulaire du marché feront l'objet de contrôles tout au long de sa mission. Il existe deux natures de contrôles :

- Des contrôles internes, dans le cadre du plan d'assurance qualité,
- Et des contrôles extérieurs, qui seront réalisés par un organisme tiers (services de l'État).

Les observations, issues de ces contrôles et transmises sous forme d'un PV, devront être intégrées dans une nouvelle version du document et transmis sous quinzaine au MOA.

Les coûts occasionnés par la production de ces différentes versions des documents sont réputés

compris dans les prix forfaitaires ou unitaires proposés par le titulaire dans son offre.

Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur le fait qu'il exigera la plus grande rigueur dans l'examen des remarques et dans leur prise en compte dans la nouvelle version des documents.

### **1-4.3. Notification des décisions**

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1-4.4. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

***a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :***

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

***b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :***

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

***c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation*** du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courriel ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

## **1-5. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Certaines prestations nécessitent une période de préparation, notamment pour récupérer les différentes autorisations auprès des exploitants routiers concernés ou des riverains. Dans ce cas-là, le point de départ du délai d'exécution a lieu dès l'obtention des autorisations demandées ou l'accord des riverains concernés. Dans les autres cas où la période de préparation n'a pas été jugée nécessaire conformément au descriptif des sous-prestations stipulées aux articles 2.2 à 2.4 du CCTP, le délai d'exécution débute à la date de démarrage indiquée dans le bon de commande.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG-PI dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

Sans date de démarrage précisée dans le bon de commande, le délai d'exécution d'une prestation court à partir de l'accusé de réception par le titulaire du bon de commande signé par le RPA.

## **1-6. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA ou toute personne ayant délégation de signature.

L'attribution des bons de commandes se fait par application de la règle dite à « tour de rôle » où, pour chaque bon de commande, le choix du titulaire s'effectue par roulement.

À l'issue de l'analyse des offres, l'acheteur classera les offres retenues, sur la base des critères définis dans le règlement de consultation. Ce classement définit le cycle des attributions des bons de commandes. L'offre classée n°1 se verra attribuer le premier bon de commande, l'offre n°2 se verra attribuer le deuxième bon de commande ; et ainsi de suite.

En cas de commandes successives pour une même opération et afin de garantir la cohérence de l'intervention, le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'attribuer plusieurs bons de commande à un même titulaire dans la limite du respect d'un équilibre financier entre les deux titulaires. Dans ce cas, l'attribution se fait indépendamment du cycle normal d'attribution des bons de commandes. L'ordre de passation décrit ci-dessus est alors préservé pour les bons de commandes successifs.

Avant l'émission et l'attribution de chaque bon de commande, il sera demandé au titulaire pressenti de confirmer que son plan de charge lui permet de répondre aux besoins du bon de commande. En cas de refus formalisé, le RPA proposera la commande à l'autre titulaire.

### **Précision sur le déclenchement du roulement :**

Le roulement s'applique à chaque nouveau besoin de l'acheteur, matérialisé par l'envoi d'une demande de devis. Ainsi, lors de l'apparition d'un nouveau besoin, une demande de devis est envoyée au titulaire suivant dans l'ordre du classement. Quelle que soit l'issue de la consultation (acceptation ou refus du devis, absence de suite), c'est cet envoi qui constitue l'acte déclencheur du roulement. Lors du besoin suivant, la demande de devis sera adressée au titulaire suivant dans le cycle, et ainsi de suite.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h au vendredi 12h. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'un jour ouvré par renvoi du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :



- Un intitulé explicite sur l'objet de la commande ;
- Le service acheteur ;
- Les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre ou non d'une période de préparation ;
- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- L'opération routière concernée le cas échéant ;
- Le lieu de livraison de la commande ;
- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de la commande précisée à l'article 3 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-7. Devis préliminaires**

Pour les prestations que l'acheteur commandera, le titulaire établira un devis préliminaire au bon de commande. Ce devis permettra de déterminer le prix en référence aux prix unitaires ou forfaitaires du marché adéquat et en quantités la prestation à réaliser.

Dans les **10 jours** ouvrés qui suivent la formulation officielle du besoin par l'acheteur, le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur un devis des prestations qui lui semblent nécessaires de mettre en œuvre pour répondre au besoin. Ce devis sera accompagné d'une description des actions à réaliser et d'une proposition de délai d'exécution.

La réalisation de ce devis est contenue dans les prix du marché.

L'acheteur n'a aucune obligation de reprendre les propositions ainsi formulées lors de l'établissement de sa commande formelle.

## **1-8. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1-8.1. Mesures de sécurité**

Les consignes de sécurité à respecter pour chaque intervention sur le réseau routier seront communiquées par l'exploitant du réseau, soit lors d'une réunion de mise au point, soit accompagnée du PV d'autorisation de présence. Ces consignes devront être scrupuleusement respectées.

### **1-8.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"**

Sans objet.

### **1-8.3. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4 du CCAP.

### **1-8.4. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG-PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

## **1-9. Dispositions générales**

Les titulaires s'engagent à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par les titulaires sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>.

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Les titulaires sont soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Les titulaires doivent être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Ils devront, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, les titulaires, qu'ils soient étrangers ou non, doivent remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Les titulaires s'engagent à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ....."*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a) Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b) Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - Les salariés détachés par ses soins,
  - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG-PI.

### **1-9.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande

de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### **1-9.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Les titulaires doivent joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-dessus.

#### **1-9.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-9.6. Clauses environnementales**

Les échanges et les réunions seront dématérialisées dans la mesure du possible.

#### **1-10. Ordres de service**

Les modalités d'exécution sont définies dans les bons de commandes.

Les ordres de service sont notifiés par les représentants de l'acheteur, désignés lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### **A - Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

#### **B - Pièces générales :**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de

prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4-3.2 du présent CCAP ;
- Les documents techniques, guides et recommandations sont à prendre en compte dans leur version actualisée, en vigueur à la date du bon de commande prescrivant le début des missions.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

#### **3-2.2. Forme des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix. Chaque bon de commande disposera d'un numéro d'engagement juridique unique.

#### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes**

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires (services faits) entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Les comptes sont réglés à l'achèvement de chaque commande. Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Pour chaque commande, le titulaire dépose sur la plate-forme en vigueur (actuellement CHORUS PRO) la facture via les paramètres qui lui auront été transmis lors de la commande, à savoir :

Code SIRET de l'État ;

- Référence du Code service exécutant ;
- Numéro de l'engagement juridique (EJ)

Chaque facture devra contenir les éléments suivants :

- le numéro du bon de commande Chorus (EJ) - (utilisé pour Chorus Pro) ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du service exécutant (utilisé pour Chorus Pro) ;
- le numéro du code SIRET ÉTAT (utilisé pour Chorus Pro) ;
- les coordonnées bancaires correspondantes au virement (si ces coordonnées sont différentes de celles inscrites dans l'acte d'engagement, un avenant sera nécessaire avant de procéder au paiement).

La dépose de la facture se fera une fois les prestations et les livrables validés.

Toutes les factures déposées sans validation de la réception de la prestation pourront faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement.

Chaque commande est réglée indépendamment des autres prestations conformément à l'article 3.2.4 du présent CCAP.

Il n'y a pas de décompte similaire au marché de travaux.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### **3-2.4.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants

payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la facture par le RPA sur le logiciel Chorus Pro.

### **3-2.4.3 Suspension du délai de paiement**

Le délai de paiement pourra être suspendu une fois par demande de règlement du pouvoir adjudicateur. Cette suspension sera notifiée au titulaire, et précisera les raisons qui sont imputables au titulaire, et qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai sera alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justificatifs réclamés.

À compter de la réception des justificatifs, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

### **3-3.1. Actualisation des prix**

Les prix sont fermes et actualisables annuellement à la date anniversaire (date de notification de l'accord-cadre) suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent RC. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

**ING : Ingénierie**

Il est publié au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index.

### **3-3.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables**



L'ensemble des prix sont « fermes » pour la durée initiale du marché de 12 mois.

À l'issue de cette durée, la révision des prix est effectuée une fois par an, en cas de reconduction, à la date anniversaire de notification du marché avec :

$$\text{Prix actualisé} = \text{prix initial} \times \frac{\text{indice à la date anniversaire de notification du marché} - 6 \text{ mois}}{\text{indice de la date de fixation du prix dans l'offre} - 6 \text{ mois}}$$

$$P_{act} = P_i * (I_{m-6} / I_{m0-6})$$

$I_{m-6}$  = Valeur de l'index de référence I à la date anniversaire de la notification du marché moins 6 mois.

$I_{m0-6}$  = Valeur de l'index de référence I prise au « mois zéro » ( $m_0$ ) moins 6 mois.

En conséquence, la première année (période ferme) du marché ne sera pas révisée.

L'entreprise devra adresser à la personne publique deux mois avant la date anniversaire du marché une proposition de bordereau des prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas la proposition de bordereau des prix révisés, les nouvelles commandes passées suite à la date anniversaire se baseront sur le bordereau des prix non révisés. Le bordereau des prix révisés sera vérifié par le RPA avec la formule de calcul définie ci-dessus.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à

R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Délais intermédiaires**

Sur chaque bon de commande figurera un délai maximal de réalisation de la prestation commandée. Ce délai comprenant également la période de préparation sera déterminé en concertation entre le titulaire et le MOA.

La remise de la première version du livrable est intégrée dans les délais inscrits aux bons de commande.

Certaines prestations nécessitent une période de préparation, notamment pour récupérer les différentes autorisations auprès des exploitants routiers concernés ou des riverains. Dans ce cas-là, le point de départ du délai d'exécution a lieu dès l'obtention des autorisations demandées ou l'accord des riverains concernés. Dans les autres cas où la période de préparation n'a pas été jugée nécessaire conformément au descriptif des sous-prestations stipulées aux articles 2.2 à 2.4 du CCTP, le délai d'exécution débute à la date de démarrage indiquée dans le bon de commande.

Sans date de démarrage précisée dans le bon de commande, le délai d'exécution d'une prestation court à partir de l'accusé de réception par le titulaire du bon de commande signé par le RPA.

Les délais d'exécution précisés dans les bons de commande sont censés intégrer les délais de relecture et de validation prévisionnels de la part du MOA (en cas de points d'arrêt ou de livrables intermédiaires par exemple).

Faute d'un accord après la concertation entre le titulaire et le MOA, le MOA imposera ses délais. Par défaut, les délais maximum qui s'appliquent pour chaque sous-prestation sont définis dans la seconde colonne du tableau ci-dessous (ces délais par défaut, imposés au titulaire, sont évalués pour une prestation sur un linéaire inférieur à 5 km et s'entendent hors délais de relecture et de validation prévisionnels de la part du MOA en cas de points d'arrêt ou de livrables intermédiaires par exemple) :

Type de mission	Période de préparation	Délais (en semaines)
<b>2.2 Prestation : Recueil de données et mesures</b>		
Recueil de données sur la zone d'étude	NON	4
Analyse des protections phoniques existantes sans mesure	OUI	2
Réalisation de mesures de performance acoustique	OUI	2
Réalisation de mesures de niveau de bruit	OUI	3
Réalisation de mesures de bruit de chaussée	OUI	3
Réalisation de mesures de bruit de chantier	OUI	2
Caractérisation des voiries et du trafic	OUI	2
Diagnostic acoustique d'un logement avant travaux éventuels	OUI	2
Diagnostic acoustique d'un logement après travaux	OUI	1
<b>2.3 Prestation : Calage du modèle</b>		
Calage du modèle	NON	4
<b>2.4 Prestation : Simulations et analyses</b>		
Simulation de la situation de référence	NON	4
Simulation de solutions adaptées de traitement acoustique	NON	8
Simulation avec modifications de paramètres mineurs	NON	6
Simulation dans le cas de voies nouvelles ou de modifications lourdes de l'infrastructure	NON	8
Recherche des Zones de Bruit Critique (ABC) et des Points Noirs Bruit (PNB)	OUI	2
Simulation des niveaux acoustiques des bruits de chantier	NON	4
<b>2.5 Prestation : Conseil et assistance</b>		
Conseil et assistance pour le suivi acoustique	NON	1
Conseil et assistance pour la limitation du bruit de chantier	NON	1
Avis sur dossier	NON	1

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, la pénalité par jour calendaire de retard par rapport au

délai inscrit dans le bon de commande est fixée à 100 € HT.

#### **4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat.

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

##### **4-4.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

##### **4-4.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

##### **4-4.3. Clauses sociales**

Sans objet.

##### **4-4.4. Autres pénalités diverses**

###### **a) Pénalités d'absence aux réunions**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de l'absence du chef de projet lors du déroulement d'une réunion prévue dans le cadre du marché.

Le montant de la pénalité est calculé forfaitairement. Il est de 300 € HT par réunion.

###### **b) Pénalités pour manquement dans la réalisation des points d'arrêt**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat pour manquement dans la réalisation des points d'arrêt selon la procédure définie à l'article 4.1 du CCTP de l'accord-cadre. Le montant de la pénalité est calculé forfaitairement. Il est de 100 € HT par manquement constaté de quelle que nature qu'il soit (non-respect du point d'arrêt, retard dans la transmission des documents avant la réunion technique de point d'arrêt ou du compte-rendu post-réunion).

###### **c) Pénalités pour non-respect des consignes de sécurité**

En cas de non-respect des consignes données par le MOA et l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité de 2 000 € HT par consigne non respectée.

Au cas où le titulaire se rendrait sur site sans l'aval du MOA et de l'exploitant, il encourt une pénalité de 2 000 € HT.

###### **d) Pénalités pour annulation de prestation**

Dans le cas où le titulaire annulerait l'utilisation d'une fermeture de nuit pour conditions météorologiques et donc impossibilité d'effectuer la prestation suivant les règles de l'art, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € HT par nuit annulée.

Dans tout autre cas, le titulaire encourt une pénalité de 2 000 € HT pour une prestation annulée moins de 48 heures à l'avance, par une nuit de fermeture.

**e) Pénalités pour absence du devis préliminaire mentionnés à l'article 1.7 du présent CCAP**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat par le chef de projet de l'absence du devis préliminaire traduisant la formulation officielle du besoin du MOA.

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard.

**f) Pénalités pour non-remise des documents mentionnés à l'article 1.9 du présent CCAP**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT sera appliquée en cas de non-remise du document.

**g) Pénalités pour non-respect de l'obligation de confidentialité mentionnée à l'article 1.8 du présent CCAP**

Une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT sera appliquée en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité, sans mise en demeure, sur simple constat par le chef de projet.

**h) Pénalités pour non-respect du devoir d'alerte relatif à l'accès à des données personnelles tel que défini à l'article 1.8 du présent CCAP**

Une pénalité forfaitaire de 2 000 € HT sera appliquée en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité, sans mise en demeure, sur simple constat par le chef de projet.

## **4-5. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est de 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement

d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations des articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI s'appliquent.

### **6-1. Utilisation des résultats et cession des droits**

Le titulaire cède au maître d'ouvrage ses droits de propriété intellectuelle sur les travaux réalisés dans le cadre du présent marché dans les conditions suivantes.

Le titulaire s'assure et certifie qu'il dispose bien des droits des connaissances antérieures selon les éléments définis à l'article 32.2. du CCAG-PI quels qu'en soient la nature, la forme ou le support.

Tous les documents, plans, dessins, et tout autre support, de quelque nature qu'ils soient, fournis au maître d'ouvrage dans le cadre du présent marché, demeurent la propriété matérielle de ce dernier.

Pour l'application de l'article 35. du CCAG-PI, la concession des droits vaut pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Pour l'application de l'article 35. du CCAG-PI, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats est cédée pour une durée égale à la durée légale de la protection des droits d'auteur.

La concession des droits est consentie au maître d'ouvrage à titre gracieux.

Le titulaire soumettra obligatoirement à l'accord préalable du maître d'ouvrage toutes communications ou publications qu'il serait amené à présenter dans le cadre du présent marché.

## **6-2. Droits de reproduction et de représentation**

Pour l'application de l'article 35 du CCAG-PI, le droit de reproduction comporte nécessairement le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché.

Pour l'application de l'article 35 du CCAG-PI, le droit de représentation et de distribution comporte nécessairement le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés et sur tout support y compris ceux non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché.

Le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire du marché (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant la durée égale à la durée légale de la protection des droits d'auteur et sur le territoire français.

## **6-3. Confidentialité**

Les stipulations de l'article 5 du CCAG PI s'appliquent.

Le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant de ses sous-traitants et fournisseurs, s'engagent à n'utiliser sous aucun prétexte les informations dont ils pourraient avoir eu connaissance. Les informations ne peuvent en aucun cas être divulguées et remises à un tiers sans autorisation du maître d'ouvrage, sous peine de résiliation du marché. L'ensemble des créations réalisées dans le cadre du marché reste la propriété de l'État.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à résilier le marché.

## **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Conditions d'exécution**

#### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

#### **7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Les titulaires doivent fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de **8 jours** à dater de la notification du marché, la liste nominative de leurs personnels. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Une liste mise à jour est fournie pour chaque mission ou intervention sur site faisant l'objet d'un bon de commande.

Le personnel des titulaires possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Les titulaires désignent en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention des titulaires est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Aux consignes de sécurité de l'exploitant et aux contraintes d'exploitation.

Pour accéder à la zone d'étude, le titulaire devra obtenir l'autorisation du MOA et des exploitants concernés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations et leur sécurisation, notamment :

- Les appareils de mesures acoustiques et leurs éventuels supports ;
- L'alimentation des appareils ;
- Les appareils de mesures du trafic.

### **7-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

## **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

L'entreprise est tenue de respecter les réglementations en vigueur en matière d'hygiène et sécurité.

Elle devra également respecter les consignes de sécurité relatives aux interventions sur site et suivre les recommandations des services d'exploitation du réseau routier national géré par la DIRIF.

Elle devra prendre connaissance du cahier de consignes d'exploitation.

Toute intervention sur le réseau routier national géré par la DIRIF ou ses dépendances devra faire l'objet d'une demande d'intervention validée par l'exploitant.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.



### **8-1.1. Nombre d'exemplaires**

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Les livrables et les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant de l'acheteur ou au signataire du bon de commande, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : *pdf, docx, xlsx, dxf, sxw, sxc, odc, odp, odt, dwg, dxf, shp*.

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA des prestations conformes aux prescriptions du marché. Des vérifications qualitatives sont notamment effectuées et portent, entre autres, sur :

- La méthodologie employée ;
- La qualité de la mesure et la fiabilité des résultats ;
- La lisibilité du document et la clarté de rédaction.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire du marché des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-2. Garantie des prestations**

L'article 30 du CCAG-PI est applicable dans les conditions suivantes :

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

## **ARTICLE 9. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9-1. Clause de non-exclusivité**

Pendant la durée du présent accord-cadre, le représentant de l'acheteur pourra recourir à des prestataires tiers pour des besoins occasionnels, dans les cas suivants :

- lorsque les titulaire indiquent ne pas être en mesure d'assurer une prestation dont l'objet est lié au marché, mais dont la définition détaillée ne fait pas partie des pièces contractuelles, le besoin correspondant n'ayant été identifié que postérieurement à la notification du présent accord-cadre ;
- pour l'exécution de prestations occasionnelles de faible montant, pour autant que le montant cumulé de telles commandes tierces ne dépasse pas 5% du montant total du présent marché. En tout état de cause, le cumul de telles commandes ne dépassera pas, sur la durée de validité de l'accord-cadre, un maximum de 50 000,00 € HT.

### **9-2. Résiliation du marché du fait de la MOA**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit d'un titulaire du marché, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG-PI est fixé à 5%.

### **9-3. Résiliation du marché aux torts du titulaire du marché ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations

mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

Dans chacun des cas précédemment cités, la résiliation est effective au terme d'un délai de 1 mois, débuté à compter de l'accusé de réception par le titulaire de la décision de résiliation émise par le maître d'ouvrage. La décision de résiliation précisera les modalités de gestion des bons de commande en cours ou non-finalisés à la date de la résiliation.

## **9-4. Achèvement de la mission**

La mission du titulaire du marché s'achève lorsque le pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire du marché sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le pouvoir adjudicateur, sur demande du titulaire du marché.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Dans le contexte d'un marché de prestations intellectuelles nécessitant un haut niveau de compétences techniques, l'insertion sociale n'est pas applicable.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées, notamment le CCAG-PI, ci-après :

### **a) CCAG Prestations intellectuelles :**

§ CCAP 1-9.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
§ CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
§ CCAP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
§ CCAP 4-4	déroge à l'article	14 du CCAG
§ CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
§ CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
§ CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2 du CCAG
§ CCAP 9-3	déroge à l'article	39.2 du CCAG

**c) Normes françaises homologuées**

Sans objet

**d) Autres normes**

Sans objet